

En démocratie bourgeoise, le capitaliste dit aux travailleurs "le suffrage universel existe, les hommes sont libres et égaux. Le Patron n'a qu'une voix tout comme son ouvrier et c'est la majorité qui, librement, décide. Le peuple est souverain."

Formellement sans doute, mais étudions la réalité. Ainsi la liberté de la presse est reconnue, tout le monde a le droit de fonder un journal. Mais encore faut-il pour l'éditer autre chose qu'une simple reconnaissance de ce droit, il faut acheter du papier; il faut payer les frais d'impression et de diffusion, avoir des locaux de rédaction, soit actuellement, pour un quotidien, plusieurs millions. Il est très difficile aux organisations ouvrières de trouver cet argent, alors qu'il ne représente qu'une modeste contribution pour la grosse industrie et la grosse banque. Par suite la presque totalité des quotidiens, la grande majorité des hebdomadaires sont l'expression d'un groupe financier ou industriel, d'un clan, d'une tendance de la bourgeoisie. Ils font pénétrer l'idéologie de celle-ci dans le cerveau des travailleurs. A ce poison distillé chaque jour à des millions d'exemplaires parcequ'elle est pauvre, l'avant-garde consciente de la classe ouvrière ne peut opposer qu'un hebdomadaire édité au prix des pires difficultés. Telle est la liberté de la presse en démocratie bourgeoise.

Mais la bourgeoisie contrôle encore la radio et le cinéma. Loin de les utiliser pour élever le niveau intellectuel des masses, elle en a fait un formidable appareil d'abrutissement, faussant et pervertissant l'esprit critique des travailleurs. D'ailleurs dès leur jeune âge les ouvriers et les paysans ont subi l'empreinte de la bourgeoisie. Malgré l'effort de nombreux instituteurs c'est un enseignement de classe qui est donné à l'école; les manuels scolaires apprennent à respecter Saint Louis et Louis XII, mais à haïr Robespierre et les communards. Sous le nom de la morale, ce sont les préjugés, l'hypocrisie, les mensonges de la bourgeoisie, le respect de sa sacro-sainte propriété qu'ils font accepter par les jeunes travailleurs. La réaction cléricale, malgré tout insatisfaite, a ses propres écoles. C'était une école privée: l'Ecole Libre des Sciences Politiques, subventionnée par le gros capital; administrée par ses représentants, qui exerçaient tout récemment encore son monopole de fait sur la formation des hauts fonctionnaires de l'Inspection des Finances, du Conseil d'Etat et de la diplomatie. Son changement de nom et sa nationalisation n'ont que fort peu changé cet état de choses.

Dans sa "démocratie" la bourgeoisie, parce qu'elle peut intervenir constamment dans la vie des travailleurs, peut leur faire adopter tout ou partie de sa propre idéologie. C'est ce handicap qu'ont à surmonter les ouvriers d'avant-garde lorsqu'ils s'adressent à leurs camarades de classe.

La notion idéale bourgeoise de la liberté et de l'égalité des citoyens n'est que pure hypocrisie.

Mais, même formellement l'égalité du bulletin de vote n'existe pas; si la bourgeoisie a du reconnaître aux fermes le droit de vote, ne le refuse-t-elle pas encore aux jeunes et aux immigrés, à qui elle accorde généreusement le droit d'être exploités, mais nullement celui de dire leur opinion sur cette exploitation! Et la loi